

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wynaes, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.23

#Objet : Règlement-taxe - Taxe sur les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne.- Exercices 2023 à 2026 #

Séance publique

Taxes communales

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale,

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales;

Vu la situation financière de la commune telle qu'exposée en détail dans le rapport ci-joint auquel il est fait référence ;

Vu la nécessité de maintenir, pour les exercices 2023 à 2026, un équilibre entre les recettes et les dépenses de la commune, tout en maintenant une perception équitable des charges fiscales mises à charge des différentes catégories de redevables exerçant leurs activités sur le territoire communal;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que, dans le cadre de ses compétences fiscales, il appartient à une commune de choisir une matière imposable qui ne se retrouve que chez certains redevables dès lors qu'elle ne doit pas – et se trouverait dans l'impossibilité de – taxer tout ce qui peut l'être ; que l'exercice du pouvoir fiscal par une commune vise à lui permettre de maintenir son budget en équilibre, voire à dégager un certain surplus ; qu'il ne se justifie donc pas de procéder à une taxation généralisée ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne visées par le présent règlement de

manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face et à répartir de manière équitable la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables ;

Considérant que les antennes de télécommunication, d'émission de signaux ou d'échange d'information par voie hertzienne taxées se distinguent d'autres infrastructures en raison des fonctions qu'elles remplissent, des besoins qu'elles permettent de rencontrer et des réglementations auxquelles elles sont soumises ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité lucrative permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de service public doivent être exonérées vu leur finalité d'intérêt général et le fait qu'elles ne poursuivent pas un but de lucre ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne du réseau A.S.T.R.I.D. doivent être exonérées vu qu'elles sont exploitées principalement pour des missions de service d'utilité publique et qu'il convient d'éviter de rendre plus difficile l'exercice de ces missions en alourdissant les charges fiscales de ce réseau ;

Considérant que la Circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2006 « Taxe sur les antennes de diffusion de téléphonie mobile » (M.B., 27 juin 2006) préconise d'exonérer les infrastructures du réseau ASTRID pour les raisons suivantes :

« A ce sujet, j'attire toutefois votre attention sur le fait qu'il n'est pas possible d'appliquer cette taxe aux infrastructures du réseau ASTRID.

En effet, le réseau radiomobile ASTRID est exploité par la SA de droit public ASTRID conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1998 relative aux radio-communications des services de secours et de sécurité.

Les relais de transmission, les mâts et antennes de ce réseau vont à moyen terme remplacer toutes les liaisons, les mâts et antennes utilisés jusque-là par les multiples services locaux et fédéraux.

La loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses (articles 77 à 79, modifiant entre autres la loi du 8 juin 1998 précitée), précise que le réseau de communication électronique d'ASTRID est considéré comme un réseau « sui generis » et non comme un réseau public ni comme un réseau non public.

Ce régime spécial est justifié par la nature des utilisateurs d'ASTRID, à savoir les services belges de secours et de sécurité, la Sûreté de l'Etat et les institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans le domaine des secours et de sécurité. Comme cette limitation en matière d'utilisateurs s'applique tant sur les missions de service public que sur les activités commerciales, le but est de placer les deux catégories sous ce régime.

Les « activités commerciales » d'ASTRID n'impliquent donc nullement que des activités soient fournies à des conditions commerciales, mais uniquement qu'un certain nombre de services supplémentaires soient offerts aux services de secours et de sécurité qui dépassent le cadre de la mission de service public d'ASTRID.

Il en ressort donc que les infrastructures de télécommunication de ce réseau doivent être exclues du champ d'application de la taxe sur les antennes de diffusion de téléphonie mobile, tant pour les missions de service public que pour les activités commerciales du réseau ASTRID (...) »

Considérant que les juridictions bruxelloises ont, par ailleurs, accueilli favorablement l'exonération qui était prévue en faveur d'ASTRID par le règlement-taxe [de la Ville de Bruxelles sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne], au motif qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les redevables de l'impôt et la s.a. de droit public ASTRID (voy. Civ. Bruxelles (36^{ème} ch.), 28 juillet 2016, R.G. n° 2011/15736/A ; Civ. Bruxelles (36^{ème} ch.), 16 janvier 2018, R.G. n° 2015/9620/A ; Civ. Bruxelles (32^{ème} ch.), 11 janvier 2019, R.G. n° 2015/8445/A et 2016/168/A ; Civ. Bruxelles (32^{ème} ch.), 14 juin 2019, R.G. n° 2017/5349/A ; Civ.

Bruxelles (32^{ème} ch.), 21 juin 2019, R.G. n° 2016/7768/A ; Civ. Bruxelles (32^{ème} ch.), 30 avril 2020, R.G. n° 2018/6963/A).

Considérant que la Cour d'appel de Bruxelles est du même avis :

« Les services que la société ASTRID pourrait fournir sur une base commerciale le sont également dans le cadre de missions de secours et de sécurité et ils ne sont autorisés qu'en vertu d'un arrêté royal. Les activités commerciales réduites de cette société (qui fonctionne à 95% grâce aux subventions publiques) ne sont pas des activités à but de lucre, même pour celles qui dépassent le cadre strict initial des missions énumérées comme des services publics subventionnés. La situation de la société ASTRID n'est dès lors pas comparable à celle de l'appelante, entreprise commerciale cotée en bourse et agissant dans un but commercial » (Bruxelles (6^{ème} ch.), 3 mars 2022, R.G. n° 2016/AF/363). »

Considérant que le conseil communal estime que les arguments invoqués tant dans la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale que dans les décisions du tribunal de première instance francophone de Bruxelles et de la Cour d'appel de Bruxelles, pour justifier l'exonération des dispositifs de la s.a. de droit public ASTRID, emportent la conviction et qu'il s'y rallie ; le Conseil communal décide, dès lors, pour ces motifs, que les infrastructures de la s.a. de droit public ASTRID doivent être exonérées de la taxe.

Considérant que le but principal ou exclusif dans lequel les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne sont utilisées permet de distinguer de manière objective et raisonnablement justifiée les infrastructures taxées de celles qui ne le sont pas ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE:

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

Article premier.- Il est établi pour les exercices 2023 à 2026 inclus une taxe sur les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne installées sur le territoire de la commune d'Auderghem.

Article 2.- La taxe est due, par année civile entière, par antenne, quelle que soit la date d'installation de l'antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne et la durée de fonctionnement du dispositif.

II. REDEVABLE

Article 3.- La taxe est due :

- lorsqu'un permis d'environnement ou une déclaration préalable est requis pour l'installation d'une antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, sans qu'un permis d'urbanisme ne le soit, par le bénéficiaire du permis d'environnement ou de la déclaration préalable ou par la personne qui, du fait de l'installation, était soumise à l'obtention d'un tel permis ou à l'introduction d'une telle déclaration préalable ;
- lorsqu'un permis d'urbanisme est requis pour l'installation d'une antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, par le bénéficiaire du permis d'urbanisme ou par la personne qui, du fait de l'installation, était soumise à l'obtention d'un tel permis;
- dans les autres cas, par le propriétaire d'une telle antenne ou par le titulaire de droits réels sur celle-ci. En cas d'indivision, la taxe est due solidairement par chaque copropriétaire et chaque titulaire de droits réels sur les antennes installées sur le territoire de la Commune d'Auderghem.

La qualité de redevable est déterminée au 1^{er} janvier de l'exercice ou à la date d'installation de l'antenne si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier.

III. TAUX

Article 4.- Le montant de la taxe annuelle est de 4.500 € par antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne.

Le taux annuel, fixé au 1^{er} janvier, sera indexé de 2.5%. Le résultat sera arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2026
4.612 EUR	4.728 EUR	4.846 EUR

IV. EXONERATIONS

Article 5.- Sont exonérées de la taxe:

- a) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées exclusivement à des fins militaires ou de service public. Ne peuvent être considérés comme exploitées à des fins de service public, les antennes de télécommunications d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées par des personnes physiques ou morales poursuivant principalement un but de lucre.
- b) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne du réseau A.S.T.R.I.D.
- c) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitée en dehors de toute activité commerciale ou lucrative.

V. DECLARATION

Article 6.- L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7.- L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

VI. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 8.- La présente taxe et sa majoration éventuelle seront perçues par voie de rôle.

VII. MISE EN APPLICATION

Article 9.- Le présent règlement remplace le précédent règlement-taxe sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne adopté par le Conseil communal en séance du 09/02/2023 à dater de l'exercice d'imposition 2023 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 juin 2023

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Fred Prévost

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.23

#Onderwerp : Belastingreglement - Belasting op antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven - Begrotingsjaren 2023 tot 2026 #

Openbare zitting

Gemeentebelastingen

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de artikelen 41, 162 en 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het Wetboek van minnelijke en gedwongen invordering van fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente zoals beschreven in het bijgevoegde verslag waarnaar wordt verwezen ;

Gezien de noodzaak om tijdens de dienstjaren 2023 tot 2026 het evenwicht te behouden tussen de ontvangsten en de uitgaven van de gemeente Oudergem, met behoud van een billijke inning van de fiscale rechten ten laste van de verschillende categorieën belastingplichtigen die hun activiteiten op het grondgebied van de gemeente uitoefenen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat, onder voorbehoud van de door de wet bepaalde uitzonderingen, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat de bepaling van zowel de belastbare materie als van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat het een gemeente, binnen het kader van haar fiscale bevoegdheden, vrij staat om een belastbare materie te kiezen die slechts bij bepaalde belastingplichtigen aangetroffen wordt, daar ze immers niet al hetgeen belast kan worden, moet belasten, en dit ook niet zou kunnen; dat de uitoefening van de fiscale bevoegdheid door een gemeente beoogt haar toe te laten haar begroting in evenwicht te houden, en zelfs een zeker overschot te boeken; dat het dus niet gegrond is om over te gaan tot algemene taxatie;

Overwegende dat de belaste antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolvena verschillen van andere infrastructuren wegens de functies die zij vervullen, de behoeften waarin zij voorzien en de reglementen waaraan zij zijn onderworpen;

Overwegende dat de Gemeenteraad het noodzakelijk heeft geacht de in dit reglement bedoelde antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolvente belasten, ten einde extra inkomsten te verkrijgen voor de financiering van de algemene uitgaven van openbaar nut waarmee de gemeente wordt geconfronteerd en de belastingdruk billijk te verdelen, wetende dat andere belastingverordeningen gericht zijn op andere categorieën belastingplichtigen;

Overwegende dat de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven een infrastructuur vormen die toelaat een lucratieve activiteit uit te oefenen, waarbij men redelijkerwijze kan aannemen dat de natuurlijke of rechtspersonen die actief zijn in de sector van de telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven beschikken over middelen om de belastingen die hen ten laste worden gelegd, te betalen;

Overwegende dat de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolvendie voor militaire of openbare doeleinden uitgebaat worden, moeten worden vrijgesteld gezien hun doelstelling van algemeen belang en het ontbreken van een winst oogmerk;

Overwegende dat de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven het A.S.T.R.I.D-net moeten worden vrijgesteld aangezien zij hoofdzakelijk worden geëxploiteerd voor taken van openbaar nut en dat het raadzaam is te voorkomen dat de uitoefening van deze taken wordt bemoeilijkt door de belastingdruk op dit net te verhogen;

Overwegende dat in de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 april 2006 "Belasting op antennes voor mobiele telefonie" (M.B., 27 juni 2006) wordt aanbevolen de infrastructuur van het ASTRID-netwerk vrij te stellen om de volgende redenen:

"Ik vestig terzake uw aandacht op de onmogelijkheid om deze belasting toe te passen op de infrastructuur van het netwerk A.S.T.R.I.D.

Het radiomobiele netwerk A.S.T.R.I.D. wordt immers uitgebaat door de NV van publiek recht A.S.T.R.I.D. in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 8 juni 1998 betreffende de communicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten.

De uitzendrelais, de masten en antennes van dit netwerk zullen op middellange termijn alle verbindingen, masten en antennes vervangen die tot dan door de vele lokale en federale diensten worden gebruikt.

De wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen (artikelen 77 tot en met 79, die onder andere voormelde wet van 8 juni 1998 wijzigen) verduidelijkt dat het elektronische communicatienetwerk van A.S.T.R.I.D. beschouwd wordt als een "sui generis" netwerk en niet als een publiek of niet-publiek netwerk.

De rechtvaardiging van dit bijzondere regime ligt in de aard van de gebruikers van A.S.T.R.I.D., namelijk de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten, de Staatsveiligheid en de instellingen, vennootschappen of verenigingen, van publiek of privaat recht, die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid. Deze beperking inzake gebruikers slaat zowel op de taken van openbare dienst als op de commerciële activiteiten, het is dan ook de bedoeling beide categorieën onder hetzelfde regime onder te brengen.

Met "commerciële activiteiten" van A.S.T.R.I.D. worden geenszins activiteiten bedoeld die aan commerciële voorwaarden worden aangeboden, maar enkel dat een aantal bijkomende diensten aan de hulp- en veiligheidsdiensten worden aangeboden die het kader van de taken van openbare dienst van A.S.T.R.I.D. te buiten gaan.

Hieruit blijkt dus dat de telecommunicatie-infrastructuur van dit netwerk moet worden uitgesloten van het toepassingsveld van de belasting op de uitzendantennes van de mobiele telefonie, en dit zowel voor de taken van openbare dienst als voor de commerciële activiteiten van het netwerk A.S.T.R.I.D (...)"

Overwegende dat de Brusselse rechterlijke instanties hebben zich positief uitgelaten over de vrijstelling waarin het belastingreglement [van de stad Brussel betreffende pylonen, masten, antennes en andere toestellen voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven] voorziet op grond dat er geen vergelijking mogelijk is tussen de belastingplichtigen en de nv van publiek recht ASTRID (zie Rb. Brussel (36^e k.), 28 juli 2016, A.R. nr. 2011/15736/A; Rb. Brussel (36^e k.), 16 januari 2018, A.R.

nr. 2015/9620/A; Rb. Brussel (32^e k.), 11 januari 2019, A.R. nrs. 2015/8445/A en 2016/168/A; Rb. Brussel (32^e k.), 14 juni 2019, A.R. nr. 2017/5349/A; Rb. Brussel (32^e k.), 21 juni 2019, A.R. nr. 2016/7768/A; Rb. Brussel (32^e k.), 30 april 2020, A.R. nr. 2018/6963/A,).

Overwegende dat het Hof van Beroep van Brussel is het daarmee eens:

"De diensten die ASTRID zou kunnen leveren op commerciële basis worden ook geleverd in het kader van de opdrachten van hulpverlening en veiligheid en zijn alleen toegestaan krachtens een koninklijk besluit. De beperkte handelsactiviteiten van deze vennootschap (die voor 95% werkt dankzij overheidssubsidies) zijn niet gericht op winst, zelfs niet voor de activiteiten die het oorspronkelijke strikte kader van de opdrachten die worden genoemd als gesubsidieerde openbare diensten te buiten gaan. De situatie van de vennootschap ASTRID is dus niet vergelijkbaar met die van appelante, een beursgenoteerde handelsonderneming met commercieel oogmerk" (Brussel (6^e k.), 3 maart 2022, A.R. nr. 2016/AF/363). "

Overwegende dat de gemeenteraad acht dat de argumenten die zowel in de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als in de beslissingen van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel en het Hof van Beroep van Brussel worden aangevoerd om de vrijstelling van de installaties van de nv van publiek recht ASTRID te rechtvaardigen, overtuigend zijn en sluit zich daarbij aan; bijgevolg besluit de gemeenteraad, op die gronden, dat de infrastructuur van de nv van publiek recht ASTRID van de belasting moet worden vrijgesteld.

Overwegende dat het hoofd- of exclusief doel waarvoor de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven gebruikt worden, toelaat op objectieve en redelijk verantwoorde wijze de belaste van de onbelaste infrastructuren te onderscheiden;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen,

BESLUIT:

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1 .- Er wordt voor de dienstjaren 2023 tot en met 2026 een belasting gevestigd op de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven gevestigd op het grondgebied van de gemeente Oudergem.

Artikel 2 .- De belasting is verschuldigd, per volledig kalenderjaar, per antenne, ongeacht de datum van installatie van de antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven en ongeacht de werkingsduur van de installatie.

II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3 .- De belasting is verschuldigd:

- wanneer voor die antennes een milieuvergunning of voorafgaande verklaring wordt vereist voor de installatie van een antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven, zonder dat een stedenbouwkundige vergunning wordt vereist: door de begunstigde van de milieuvergunning of de voorafgaande verklaring of door de persoon die uit hoofde van de installatie een dergelijke vergunning moest verkrijgen of een dergelijke voorafgaande verklaring moest indienen;
- wanneer een stedenbouwkundige vergunning vereist is voor de installatie van een antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven: door de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning of door de persoon die uit hoofde van de installatie een dergelijke vergunning moest verkrijgen;
- in de andere gevallen, door de eigenaar van die antennes of door de houder van de zakelijke rechten daarop;

In geval van mede-eigendom is de belasting hoofdelijk verschuldigd door elke mede-eigenaar en elke houder van zakelijke rechten op de antennes die op het grondgebied van de gemeente Oudergem geïnstalleerd zijn.

De hoedanigheid van belastingplichtige wordt bepaald op 1 januari van het dienstjaar of op de datum van installatie van de antenne indien deze later valt dan 1 januari.

III. AANSLAGVOET

Artikel 4.- De jaarlijkse belasting bedraagt 4.500 euro per antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven.

De jaarlijkse aanslagvoet, vastgesteld op 1 januari, wordt geïndexeerd met 2,5%. Het resultaat wordt afgerond op de dichtstbijzijnde euro, als volgt:

Begrotingsjaar 2024	Begrotingsjaar 2025	Begrotingsjaar 2026
4.612 EUR	4.728 EUR	4.846 EUR

IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 5.- Zijn van de belasting vrijgesteld:

- de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die uitsluitend voor militaire of openbare doeleinden uitgebaat worden. De antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die door natuurlijke of rechtspersonen hoofdzakelijk met winstdoeleinden uitgebaat worden, kunnen niet beschouwd worden als een uitbating van openbaar nut.
- antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven van het netwerk A.S.T.R.I.D.
- de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die wordt uitgebaat buiten iedere commerciële of winstgevende activiteit.

V. AANGIFTE

Artikel 6.- Het Gemeentebestuur richt een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat hij, naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend, moet terugsturen vóór 31 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar.

Belastingplichtigen die geen aangifteformulier hebben ontvangen, moeten er een aanvragen. Alle belastingplichtigen zijn er in ieder geval toe gehouden de voor de aanslag noodzakelijke elementen uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum spontaan bij de Administratie aan te geven.

Artikel 7.- Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

VI. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 8.- Deze belasting en de eventuele vermeerdering ervan worden geïnd door middel van een kohier.

VII. TOEPASSING

Artikel 9.- Onderhavige reglement vervangt het reglement inzake de belasting op pylonen, masten, antennes en andere installaties voor telecommunicatie, uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, die door de Gemeenteraad in zijn zitting van 09/02/2023 is aangenomen met ingang van het aanslagjaar 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 juni 2023

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Fred Prévost

Sophie de Vos